semblée générale, au plus tard lors de sa quarante-deuxième session, un rapport à ce sujet.

102^e séance plénière
17 décembre 1984

39/158. Application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 37/119 du 16 décembre 1982 et 38/191 du 20 décembre 1983, relatives à l'application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales,

Réaffirmant que la fonction primordiale de l'Organisation des Nations Unies, en particulier par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, est de maintenir la paix et la sécurité internationales,

Soulignant que les buts des Nations Unies ne peuvent être atteints que si les Etats respectent pleinement les obligations qui leur incombent en vertu de la Charte,

Alarmée par la tendance croissante qu'ont les Etats à recourir à l'emploi de la force et à s'ingérer dans les affaires intérieures d'autres Etats, passant ainsi outre aux dispositions de la Charte et de la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies¹⁴²,

Préoccupée par le fait que le Conseil de sécurité n'a pas toujours pu agir de façon décisive pour maintenir la paix internationale et régler les conflits internationaux,

Reconnaissant que l'une des approches fondamentales du problème d'une sécurité véritable passe par le renforcement du système de sécurité collective de la Charte,

Sachant dans quelle mesure importante il appartient au Conseil de sécurité de donner toute leur valeur aux dispositions de sécurité collective de la Charte pour la promotion de la paix et de la sécurité dans le monde, conformément à la Charte,

Regrettant que les dispositions de la Charte concernant les mesures de sécurité collective n'aient pas été pleinement appliquées,

Tenant compte, à cet égard, des rapports du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation présentés à l'Assemblée générale lors de ses trente-septième¹⁴³, trente-huitième¹⁴⁴ et trente-neuvième sessions¹⁴⁵,

Tenant compte également de la note du Président du Conseil de sécurité, en date du 12 septembre 1983¹⁴⁶,

Rappelant la Déclaration politique adoptée par la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, tenue à New Delhi du 7 au 12 mars 1983¹⁴⁷,

Rappelant également les vues des gouvernements des cinq pays nordiques au sujet du renforcement de l'Organisation des Nations Unies¹⁴⁸,

Prenant acte de la note du Secrétaire général sur l'application des dispositions de sécurité collective de la Charte

des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales¹⁴⁹,

Ayant examiné la question intitulée "Application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales",

1. Regrette que le Comité spécial de l'application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies, qu'elle avait décidé de créer par sa résolution 38/191, n'ait pas été constitué;

2. Prie le Président de l'Assemblée générale d'engager d'urgence des consultations avec les groupes régionaux en vue de nommer, sur la base d'une répartition géographique équitable, cinquante-quatre Etats Membres¹⁵⁰ qui formeront le Comité spécial et parmi lesquels figureront les membres permanents du Conseil de sécurité;

3. Prie le Secrétaire général d'inviter d'urgence les Etats Membres qui ne l'ont pas encore fait à lui faire connaître leurs vues et observations sur la question, au plus tard le 30 avril 1985, et de communiquer dès que possible ces vues et observations au Comité spécial;

4. Prie le Comité spécial, lorsqu'il examinera cette question, de prendre dûment en considération les vues et observations des Etats Membres, y compris leurs recommandations, et de présenter un rapport intérimaire au Conseil de sécurité pour examen et observations et à l'Assemblée générale lors de sa quarantième session, ainsi qu'un rapport final à l'Assemblée lors de sa quarante et unième session;

5. Décide d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa quarantième session la question intitulée "Application des dispositions de sécurité collective de la Charte des Nations Unies pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales".

102^e séance plénière
17 décembre 1984

39/159. Inadmissibilité de la politique de terrorisme d'Etat et de toute action des Etats visant à saper le régime politique et social d'autres Etats souverains

L'Assemblée générale,

Réaffirmant l'obligation qu'ont tous les Etats de s'abstenir, dans leurs relations internationales, de recourir à la menace ou à l'emploi de la force contre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de tout Etat, de même que le droit inaliénable de tous les peuples de déterminer leur propre forme de gouvernement et de choisir leur propre système économique, politique et social, indépendamment de toute intervention extérieure, de toute subversion, coercition et contrainte de quelque type que ce soit,

Exprimant sa préoccupation profonde du fait que, ces derniers temps, les Etats pratiquent de plus en plus souvent dans leurs relations le terrorisme d'Etat et se livrent à des actions militaires et autres contre la souveraineté et l'indépendance politique des Etats et l'autodétermination des peuples,

¹⁴² Résolution 2625 (XXV), annexe.

¹⁴³ Documents officiels de l'Assemblée générale, trente-septième session, Supplément n° 1 (A/37/1).

¹⁴⁴ Ibid., trente-huitième session, Supplément n° 1 (A/38/1).

¹⁴⁵ Ibid., trente-neuvième session, Supplément n° 1 (A/39/1).

¹⁴⁶ S/15971. Pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-huitième année, Résolutions et décisions, 1983, deuxième partie, "Examen du rapport du Secrétaire général sur l'activité de l'Organisation, 1982".

¹⁴⁷ A/38/132-S/15675, annexe, sect. 1.

¹⁴⁸ A/38/271-S/15830, annexe. Pour le texte imprimé, voir Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-huitième année, Supplément d'avril, mai et juin 1983, document S/15830, annexe.

¹⁴⁹ A/39/144 et Add.1

¹⁵⁰ La composition du Comité sera annoncée ultérieurement.